

<https://journal.alternatives.ca/?Communication-et-societe-civile-au-Quebec>



Communication et société civile au Québec

- Journal des Alternatives - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -

Date de mise en ligne : mardi 25 octobre 2011

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

1 Société civile et communication : quel(s) positionnement(s) aujourd'hui ?

Toute idée, tout projet de recherche, trouve bien souvent ses origines dans les constatations ou les problèmes qui viennent nous interroger en tant que chercheurs bien sûr, mais également en tant que citoyens. Nous nous sommes progressivement rendu compte que les deux chercheurs responsables du projet et les deux adjoints de recherche principaux ont tous été, à un moment ou un autre, engagés dans des pratiques médiatiques alternatives, comme la radio libre et la télévision participative en France, ou la vidéo militante et les radios communautaires au Québec et au Canada. Ces trajectoires individuelles dans des pratiques de démocratisation de la communication ne sont évidemment pas sans une certaine influence sur nos intérêts et nos sensibilités de recherche. Et, en l'occurrence, expliquent sans doute en partie notre perplexité sur la relative atonie de la mobilisation sociale par rapport aux enjeux posés par la communication médiatique, notamment (mais pas seulement) au Québec.

En effet l'état actuel de l'espace médiatique au Québec a de quoi nous questionner, d'autant que certains phénomènes sont de nature à avoir un impact important sur les rapports entre société, démocratie et communication. Ainsi, des conflits de travail importants ont eu lieu ces dernières années dans la presse écrite québécoise, notamment au sein du groupe Quebecor. Le Journal de Québec a connu un lock-out de 14 mois en 2007 et 2008, phénomène qui a duré plus de deux ans pour Le Journal de Montréal, entre 2009 et 2011. Ces deux affrontements soulignaient deux choses. D'une part, ils n'avaient pas provoqué de grande mobilisation transversale, comme avait pu le faire en son temps le lock-out au journal La Presse en 1964 .

D'autre part, ils attiraient notre attention sur la forte concentration actuelle de la propriété des entreprises médiatiques. À cet égard, les données compilées par le Centre d'étude sur les médias de l'Université Laval sont très utiles. En radio, trois groupes (Astral, Corus Entertainment et Cogeco) totalisaient en 2009 61% des parts d'écoute et 82% des revenus (Centre d'étude sur les médias, 2011). En télévision, le réseau TVA (propriété de Quebecor) détient 28,1% des parts de marché, et avec les groupes Remstar (V, anciennement TQS) et Radio-Nord représente 73% des licences de télévisions privées commerciales au Québec (Centre d'étude sur les médias, 2010b). Le phénomène est encore plus criant en presse écrite. Quatre groupes (Gesca, qui appartient à Power Corporation), Quebecor, Transcontinental et Canwest Global détenaient 95,73% des parts de marché en termes de lectorat pour la presse quotidienne en 2009. Deux groupes (Transcontinental et Quebecor) représentaient 62,04% des titres et 67,8% du tirage des hebdomadaires. Enfin, trois groupes (TVA, Transcontinental et Rogers) représentaient 77,45% du tirage annuel des magazines québécois dont la diffusion par numéro est au moins égale à 50.000 exemplaires (Centre d'étude sur les médias, 2010a, 2011b, 2011c, 2011d).

Un seul groupe, Quebecor, contrôle par conséquent 28,1% des parts de marché de la télévision, 40,38% du lectorat quotidien, 35,75% du tirage des principaux magazines... Évidemment cette situation serait impossible sans un environnement politique et réglementaire favorable. Par exemple, l'inflexion, depuis plus de deux décennies, de la politique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) vers un appui aux logiques industrielles du secteur traduit des orientations gouvernementales plus larges qui voient dans les médias des industries comme les autres (George, 2008). En témoigne également l'étiollement progressif des mesures d'appui aux médias communautaires . Enfin, la remise en cause sans cesse réactualisée du service audiovisuel public mérite également notre attention.

Ce contexte est également marqué par des variables sociopolitiques, économiques et technologiques, pour ne nommer que ces dimensions, qui ont donné lieu au cours des dernières décennies à certains déplacements des enjeux, des acteurs, de même que de leurs terrains d'intervention en matière de communication. Ainsi pendant ce temps, des espoirs ont été mis dans le développement des médias sociaux, dans une éventuelle gouvernance partagée de l'Internet et de la volonté d'en consacrer la neutralité (bien que là encore l'approche du gouvernement fédéral canadien et des instances de régulation n'incite pas à l'enthousiasme), et finalement dans la découverte

d'autres voies vers une libre expression et la démocratisation de la communication hors des repères des médias dits traditionnels.

Il serait évidemment incongru de nier toutes les possibilités offertes par la Toile depuis son apparition grand public. Mais il nous semble qu'il serait tout aussi problématique de ne pas voir en quoi ces possibilités peuvent également être interprétées comme les reflets d'un accès de plus en plus difficile aux autres sphères médiatiques ; Internet risquerait alors de n'être qu'un « refuge » (Sénécal 2003). Ainsi, depuis l'avènement et la croissance fulgurante d'Internet, la question est de savoir si, aujourd'hui, celui-ci est devenu l'horizon médiatique privilégié, au détriment par exemple de médias plus « anciens » (presse écrite, radio, télévision, etc.), et si ces derniers continuent à prédominer dans certains cercles, quelles sont les nouvelles dynamiques qui intégreraient les uns et les autres. Cette question de la relation entre « anciens » et « nouveaux » médias est au coeur de notre projet de recherche.

Elle est accompagnée par une interrogation plus large, et finalement concomitante : alors que l'environnement médiatique contemporain, particulièrement au Québec, nous semble à même de pouvoir engendrer des mobilisations sociales (concentration des médias, importants conflits de travail et lock-out dans l'industrie de la presse, entraves à l'accès à l'information, etc.), on ne constate pas d'émergence de positionnements critiques de la part des secteurs de la société qui étaient pourtant, dans un passé pas si lointain, relativement mobilisés autour des enjeux sociopolitiques de la communication. On peut donc certainement se demander si la communication constitue toujours pour ces secteurs un enjeu de lutte à part entière, un champ politique à investir. Ou si, au contraire, la communication médiatique ne serait pas uniquement considérée comme un ensemble de moyens et techniques plus ou moins neutres, qui seraient à la disposition de tous les corps sociaux.

Cet article ne repose pas sur des résultats de recherche, car celle-ci est toujours en cours. Cependant, il nous semblait intéressant d'exposer les questions qui l'ont motivée. Par conséquent, nous revenons dans un premier temps largement sur le contexte de mise en chantier de ce projet. Puis, nous présentons sommairement le projet de recherche et ses différents volets, de manière à pouvoir nous attarder sur ce qui constitue la colonne vertébrale tant du projet que de cet article : les utilisations des technologies médiatiques par des organismes de la société civile organisée, ainsi que leur rapport à la communication. Nous concluons cet article en explorant les quelques résultats attendus.

2 Une recherche en trois volets

Ce sont ces questions qui ont fondamentalement motivé la mise en chantier de la recherche que nous menons actuellement dans le cadre des activités du GRICIS (www.gricis.ca). Elle est intitulée « Société civile, critique sociale et espace public médiatique », et profite d'un financement du Conseil de la recherche en sciences humaines (CRSH). Notre équipe a mis en ligne un site Internet, l'Observatoire de recherche sur la communication alternative (ORCA, www.orca.ugam.ca), destiné à devenir un pôle d'information, de documentation et d'échange autour de ce projet et des problématiques abordées. Cette recherche comporte trois volets complémentaires. Dans un premier temps, nous exposons deux travaux qui visent à contextualiser, l'un d'un point de vue théorique et l'autre à partir d'une perspective sociohistorique, des pratiques de communications médiatiques. Nous nous arrêtons ensuite plus longuement sur une étude relative aux pratiques de communication des organisations de la société civile organisée.

2.1 Cartographies épistémologique et sociohistorique

2.1.1 Quelles théories pour quelles pratiques ?

Le premier volet est consacré à l'élaboration d'une cartographie d'ordre épistémologique de la « communication alternative » telle qu'elle est pensée, définie et formalisée dans la littérature scientifique depuis le début des années

1980. Il s'agit en premier lieu d'un recensement le plus exhaustif possible des diverses définitions données aux pratiques de la communication alternative, entre autres appelées radicales, autonomes, communautaires, associations, participatives, libres (Atton 2008 ; Comedia 1984 ; Downing 2001 ; Howley 2004 ; Jankowski 2003 ; Kidd, Rodriguez, and Barker-Plummer 2004 ; Langlois and Dubois 2006 ; Lovink and Garcia 1997 ; Protz 1991 ; Rodriguez 2001 ; Roncagliolo 1991 ; Servaes 1996 ; White 2003), et d'identifier les aires d'influences de ces théories. Il s'agit également d'établir, d'un point de vue diachronique et contextuel, les liens de référencement entre les auteurs et entre leurs écrits.

L'objectif est de mesurer l'influence ou la prédominance relative de certains auteurs et ainsi de certaines théories sur la manière de penser la communication alternative. Une attention particulière est portée à ce dont les écrits traitent, et surtout ce dont ils ne traitent pas, lorsqu'il s'agit de proposer des cadres analytiques pour ces pratiques, notamment sur les plans organisationnel, éditorial, financier, technologique et politique. En établissant les liens qui existent entre les auteurs du champ vaste et hétérogène des médias alternatifs, en identifiant les ancrages épistémologiques des principaux concepts mobilisés, en mettant en évidence les éléments retenus (ou non) pour appuyer la construction d'un cadre d'analyse théorique, nous entendons proposer une lecture transversale exhaustive de la littérature sur ces pratiques médiatiques, et nous espérons identifier des tropismes structurants.

2.1.2 Situer les pratiques par rapport aux contextes politiques et technologiques.

Le deuxième volet est une cartographie sociohistorique, voire géopolitique, du développement des politiques de communication au Canada et au Québec, qui sont mises en relation diachronique avec l'évolution des technologies médiatiques et celle des grands acteurs sociaux, y compris les composantes de la société civile. Ces évolutions sont de plus contextualisées de manière synchronique par les mutations observées à une échelle internationale. Les objectifs de ce volet sont les suivants. D'abord, il s'agit de retracer l'ensemble des politiques et réglementations qui ont accompagné, au Canada et au Québec, le développement des technologies médiatiques depuis le XIXe siècle, en faisant référence de manière synchronique au contexte politique, tant sur le plan national qu'international, ainsi qu'en mettant l'accent sur les acteurs sociaux qui en influencent majoritairement l'orientation.

Le but de ce travail est aussi de comprendre l'influence que peuvent avoir ces politiques sur les modèles d'appropriation des technologies et sur la manière selon laquelle les pratiques médiatiques se sont historiquement organisées. Il permettra également de cerner les moments clefs qui, au niveau structurel, ont été particulièrement propices à favoriser des mutations du système de communication canadien et au renforcement de la domination de la logique marchande dans la manière de concevoir la démocratisation de la communication. Enfin, ce travail doit mettre en évidence les rapports de forces et les inégalités entre les acteurs sociaux dans l'accès au processus de définition des politiques.

Ces deux volets sont envisagés comme des recherches complémentaires, puisqu'ils permettront de mettre en relation les différentes constructions théoriques relatives aux pratiques médiatiques alternatives avec l'évolution réglementaire et technologique qui contribuent à déterminer les pratiques analysées, et vice-versa. Ils sont également complémentaires avec le troisième volet du programme de recherche de l'ORCA sur les pratiques contemporaines de communication médiatique des acteurs de la société civile organisée, que nous allons développer à présent.

3 Quelle place pour les technologies médiatiques dans la société civile organisée ?

Le troisième volet et axe central de notre projet vise à effectuer une cartographie des pratiques de la société civile organisée québécoise en matière de communication médiatique et de leur manière d'appréhender celle-ci dans leurs activités. Cette recherche poursuit trois objectifs. Premièrement, il s'agit de vérifier s'il y a adéquation ou non entre la formulation d'une critique sociale et celle d'une critique de la communication. Deuxièmement, nous cherchons à

mettre en évidence la déportation des pratiques, ou non, des « anciens » vers les « nouveaux » médias et d'en dégager éventuellement de nouvelles dynamiques.

Troisièmement, elle devrait nous permettre de comprendre dans quelle mesure la communication constitue, pour les composantes de la société civile, un instrument et/ou un enjeu d'importance dans leurs pratiques. En d'autres termes, nous espérons être en mesure de distinguer s'il y a prédominance d'un rapport instrumental aux outils de communication médiatique, ou s'il en existe une politisation. Par ailleurs, cette recherche est organisée de manière à étudier plus spécialement comment la société civile organisée intègre les technologies médiatiques dans ses activités.

3.1 Qu'est-ce que la « société civile organisée » ?

Avant d'entrer dans le détail de notre méthodologie, il est important de prendre le temps de nous arrêter sur le concept de « société civile organisée ». Alain Touraine propose une définition large de la société civile comme une société différente de la société politique, et qui est une condition nécessaire à la démocratie (Touraine 1996). Jürgen Habermas est plus précis et envisage deux composantes : d'une part, l'ensemble des institutions qui définissent et défendent les droits individuels, politiques et sociaux, de l'autre, les « mouvements sociaux » qui proposent de nouvelles valeurs et demandes sociales (Habermas, 1978, 1997, 2002). C'est cette seconde composante que nous voulons aborder dans le cadre de notre travail. En ce sens, nous nous rapprochons plus de l'ancienne définition de Tocqueville, pour qui la société civile renvoie à l'ensemble des organisations et institutions civiques volontaires et sociales, faisant office de médiation entre les individus et l'État (Tocqueville 1981).

Cependant, cette définition reste un peu trop large par rapport à nos intérêts de recherche. On peut en effet considérer qu'une grande entreprise capitaliste peut s'opposer à l'État lorsqu'elle poursuit des buts qui lui sont propres ; or cela ne cadre pas avec notre approche. Le recours au concept de « critique sociale » (Boltanski and Chiappello 1999) nous a permis de mieux délimiter les pratiques de quelle « société civile » nous souhaitons observer. Il s'agit d'institutions civiques volontaires, pour reprendre Tocqueville, qui adoptent un positionnement critique vis-à-vis des différentes formes adoptées par le capitalisme. Enfin, il est essentiel de souligner le caractère organisé, c'est-à-dire collectif, des mouvements que nous voulons étudier. Il s'agit en effet d'éviter les mobilisations qui sont le fait d'un seul acteur.

C'est ainsi qu'il faut comprendre le concept de « société civile organisée » que nous avons utilisé jusqu'ici. Ce caractère collectif de la mobilisation est un élément important dans notre recherche, tant en termes méthodologiques que théoriques. Nous ne cherchons pas à faire une analyse des « usages » (Jouët 2000) à proprement parler. D'une part, nous ne restreignons pas notre analyse à une seule forme de technologie médiatique, et aux différentes modalités de son utilisation. Nous nous intéressons plutôt au rapport entre les différentes technologies médiatiques, présentes et potentielles. D'autre part, nous avons choisi une approche « institutionnelle », où les multiples variations d'utilisation de ces technologies ne sont pas prises en compte. Nous sommes tout à fait conscients que les utilisations varient au sein des organisations que nous voulons étudier en fonction des acteurs ; une personne peut se servir davantage d'un logiciel de téléphonie via un ordinateur tandis qu'une autre peut préférer se servir d'un téléphone filaire plus traditionnel.

Cependant, ce n'est pas la direction que nous avons prise, car ce que nous voulons mettre en évidence c'est le rapport à la communication, sur un axe moyen/fin, d'organisations de la société civile. Et nous cherchons à comparer ce positionnement en regard des différentes technologies médiatiques utilisées. Nous nous situons ici sur un plan meso, c'est-à-dire au niveau des organisations et non individus, ce qui relèverait d'une analyse micro.

3.2 Composition du corpus

Afin de constituer un premier échantillonnage pour lancer cette étude, nous sommes partis de liste des participants du premier Forum social québécois (FSQ) qui s'est tenu à Montréal en 2007. Selon nous, il correspondait à un espace de rencontre d'acteurs critiques, sans que cette forme de contestation soit partisane au sens strictement politique, dans la lignée des Forums sociaux mondiaux et de leur positionnement éthique (Forum Social Mondial 2011). Nous avons donc recensé toutes les organisations qui avaient présenté des ateliers lors du FSQ 2007, à partir du programme archivé sur Internet, en ne retenant que les interventions ou ateliers explicitement reliés à des organisations. Nous avons procédé de même avec les appuis du FSQ, à partir du site Internet d'Alternatives, et pour deux forums sociaux locaux (Forum social de l'Outaouais, 2008, et Forum social régional 02 au Saguenay Lac-Saint-Jean, 2006 et 2008).

Ce premier travail a permis l'identification de 582 groupes. Nous avons ensuite ajouté un peu moins de 300 organisations communautaires anglophones, francophones et allophones recensées par le « Centre for Community Organizations » dont la mission est de promouvoir la justice sociale, une citoyenneté active, la démocratie et un développement socioéconomique juste (www.coco-net.org). Nous avons également ajouté 130 médias alternatifs et communautaires du Québec. Nous avons enfin élargi ce premier groupe aux organisations recensées par le Réseau québécois des groupes écologiques. Nous avons ainsi identifié 1340 groupes de la société civile organisée, petits et grands. Ce n'est toutefois pas un portrait fidèle de la société civile organisée du Québec, tâche qui demanderait la réalisation d'une recherche à part entière.

Nous avons pour objectif d'obtenir un ensemble de départ assez vaste pour espérer une quantité de retours suffisante pour nourrir une analyse. D'autre part, notre étude concerne autant des groupes anglophones, francophones qu'allophones (bien que notre recherche soit faite uniquement en français et en anglais), afin de réunir dans une étude des groupes qui ne travaillent pas nécessairement de manière concertée, même s'ils ont objectivement des valeurs et intérêts communs. Notre stratégie de cueillette de données se base d'abord sur une sollicitation auprès de ces organismes, mais suppose que ce premier échantillonnage pourra augmenter au fur et à mesure que l'information circulera autour de cette recherche grâce à une campagne à cette fin dans les différents milieux concernés.

Le corpus définitif de notre recherche sera composé des données produites par les groupes qui auront répondu à l'enquête. Il est enfin nécessaire de préciser que notre recherche est limitée aux organismes qui possèdent une adresse de courriel. Ce mode opératoire induit une forme de biais, qui nous semble toutefois rester en adéquation avec une des interrogations fondamentales de notre centre de recherche.

3.3 Outils et méthode d'analyse

Pour mener à bien cette enquête, nous avons créé un site web (www.orca.uqam.ca) qui nous sert de plateforme numérique. Nous avons mis en place un mécanisme informatisé, en grande partie automatisé, constitué d'un questionnaire en ligne qui alimente une base de données relationnelle. Le questionnaire est construit de manière à recueillir différents types d'informations. Les organisations qui participent doivent ainsi situer leur forme d'inscription dans la critique sociale. Onze catégories sont proposées, comme « critique globale contre le système capitaliste », « critique de la pensée néolibérale », « amélioration des conditions de travail », « lutte en matière de droits sociaux ».

Un positionnement explicite sur le rôle attribué aux technologies médiatiques est également demandé : sont-elles envisagées essentiellement comme des moyens pour travailler plus efficacement, comme des enjeux importants par rapport aux actions de l'organisme, ou les deux. Enfin des listes d'outils de communications sont proposées. Vingt-quatre catégories sont fournies, qui couvrent à la fois les médias « traditionnels » (télévision, radio, presse écrite), les technologies de communication interpersonnelle comme le téléphone (fixe, cellulaire, par Internet...) ou le courriel, la poste, ainsi évidemment que les différents outils offerts par Internet (médias web, sites statiques ou dynamiques, outils de documentation virtuels, outils de travail collaboratif, utilisation de site de réseaux sociaux...).

Pour chaque technologie identifiée, nous demandons à ce que des fréquences d'utilisation soient également précisées. L'objectif que nous poursuivons à travers ces trois grands volets (critique sociale, rapport à la communication et utilisations réelles des technologies médiatiques) est de pouvoir croiser le rapport affiché, ou conscient, avec la communication et les usages réels de technologies médiatiques. Par ailleurs, afin d'avoir un aperçu précis des organisations qui répondent, de nombreuses questions portent sur les domaines d'intervention (une vingtaine de champs sont proposés), sur les modes de financement, sur les statuts légaux adoptés, les langues d'usages, le nombre de participants et leur répartition institutionnelle, etc.

Afin d'être conséquents avec notre propre positionnement critique, nous avons opté pour le logiciel libre Joomla dans la création de notre site et de la base de données, mais nous avons dû recourir à la programmation d'un outil ad hoc en PHP afin de pouvoir effectivement utiliser un questionnaire en ligne de telle sorte que les réponses puissent être adéquatement compilées dans la base de données.

4 Les attendus de la recherche

Outre les aspects purement descriptifs, qui seront intéressants à analyser per se, cette recherche doit nous permettre d'interroger la place et le rôle de la société civile organisée dans le développement et l'organisation de l'espace médiatique au Québec et au Canada. D'un point de vue très concret, il s'agit de savoir ce que font les organismes de la société civile organisée avec les technologies médiatiques disponibles actuellement et de vérifier si la démocratisation de la communication constitue un enjeu aussi important pour eux que ce que l'on peut le supposer compte tenu du positionnement critique qu'ils adoptent en général dans leurs secteurs d'activités respectifs.

Par ailleurs, l'articulation entre les trois différents volets de notre étude doit nous permettre de situer les pratiques actuelles dans un contexte sociohistorique et géopolitique des actions collectives menées par diverses composantes de la société civile afin de développer une alternative aux modèles et pratiques médiatiques des secteurs public et privé. Cette mise en contexte sera complétée par l'extension de cette enquête vers la France. Une équipe de recherche de l'université de Paris 8 a en effet repris notre méthodologie, notre questionnaire et le modèle de la base de données afin de mener une étude similaire sur la société civile organisée française. D'une part, cela permettra de replacer les pratiques québécoises dans un contexte comparatif plus large. D'autre part, cela pourrait servir à modéliser un outil et une méthode de recherche pour étudier les relations entre les organismes de la société civile organisée et les technologies médiatiques, à des échelles locale, provinciale, nationale, voire internationale.

Auteurs :

Antonin SERPEREAU

Michel SÉNÉCAL

Éric GEORGE

Evan LIGHT